

FAITS MARQUANTS DES OS 34 ET DES GTS : MERCREDI, 8 JUIN 2011

Dans la matinée, a eu lieu le dialogue du SBSTA sur les activités de recherche pertinentes. Dans la matinée et dans l'après-midi, s'est également tenu l'atelier du SBI sur le renforcement de la participation des organisations observatrices. Tout au long de la journée, des consultations informelles ont eu lieu dans le cadre de l'AWG-LCA sur des questions telles que la vision commune, les finances, la technologie, le renforcement des capacités, l'examen et les approches diverses, y compris les marchés. Le groupe de contact de l'AWG-KP sur le point 3 (nouveaux engagements des parties visées à l'Annexe I) s'est réuni le matin et dans l'après-midi. Les séances plénières d'ouverture du SBI et du SBSTA sont restées suspendues toute la journée.

ATELIER EN-SESSION DU SBI

Dans la matinée, le Président du SBI Robert, Owen-Jones (Australie) a ouvert l'atelier en-session du SBI sur le renforcement de la participation des organisations observatrices. L'atelier était animé par Andrew Ure (Australie).

La représentante du Secrétariat a présenté sur les pratiques actuelles, en soulignant la valeur fondamentale de l'engagement d'observateur et en expliquant comment l'engagement d'observateur a évolué au cours des 16 dernières années. Elle a décrit les modèles à facettes multiples de la contribution des observateurs et a noté que l'intérêt accru a contribué à l'accroissement de la participation. Le Secrétariat a également averti que toutes les améliorations devront se faire sans exigences budgétaires importantes.

L'UE a parlé des moyens de renforcer la participation mondiale, notamment: l'amélioration de l'accès aux documents; l'accroissement de la participation des observateurs aux réunions, y compris les réunions informelles; et la maximisation de la valeur ajoutée que les ONG pourraient apporter aux négociations.

Le représentant des États-Unis a fait un exposé sur la manière d'assurer la participation des observateurs au fur et à mesure que la Convention évolue. Il a déclaré qu'en dépit des difficultés dans le processus de la CCNUCC à utiliser efficacement le temps, la participation de la société civile doit être assurée. Parmi les améliorations possibles, il a mentionné: la promotion de l'interaction informelle entre les observateurs et les parties; l'ouverture des groupes informels qui traitent des questions importantes à la participation des observateurs, et l'utilisation accrue des ateliers.

L'Australie a souligné la valeur de contribution des observateurs dans l'amélioration de la transparence et pour l'élaboration d'un cadre renforcé pour la surveillance, la notification et la vérification (MRV), et dans la fourniture de l'aide aux pays en développement. Elle a également parlé de la nécessité de s'appuyer sur le secteur privé et sur d'autres observateurs pour la conception de nouvelles institutions et

mécanismes. L'Australie a recommandé une plate-forme pour la présentation des reports et des commentaires des observateurs sur des résultats spécifiques, et un forum à travers lequel ils pourront faire leurs contributions aux segments de haut niveau de la Conférence des Parties.

Les BINGO ont recommandé l'examen de la manière dont les modèles existants de participation peuvent être améliorés par les nouvelles technologies et les approches novatrices telles que les systèmes d'enregistrement en ligne et une page web consacrée à chaque groupe d'observateurs.

À propos des interventions, la représentante des ONG a souligné la nécessité d'accroître les moyens de faire en sorte que les points de vue s'inspirent des meilleures pratiques de la Convention d'Aarhus sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement. Au sujet des actions des ONG, elle a noté que les critères actuels de règlement des différends sont vagues et a proposé un comité chargé d'élaborer les règles de procédure. Le représentant des PEUPLES AUTOCHTONES a suggéré, entre autres propositions, l'abandon des réunions à huis clos sur des questions qui sont pertinentes pour les droits des peuples autochtones, telles que le financement, REDD+, l'adaptation et le transfert des technologies. Le représentant des ADMINISTRATIONS LOCALES ET DES AUTORITÉS MUNICIPALES a déclaré que les administrations locales doivent être pleinement reconnues, habilitées et impliquées dans le processus de la CCNUCC, étant donné que l'action locale et infranationale est essentielle à la réalisation des objectifs globaux.

Le représentant des RINGO a proposé: une transparence et une ouverture plus grandes dans les négociations informelles; le renforcement du dialogue entre les groupes et les régions; et l'extension de la participation de la société civile au Comité de transition pour la conception du Fonds vert pour le climat à d'autres mécanismes de la CCNUCC.

Le représentant des TUNGO a appuyé, entre autres, un meilleur accès aux documents, y compris les documents non-officiels, et des possibilités accrues d'aider le Secrétariat avec des contributions d'ordre technique. Les ONG de WOMEN AND GENDER ont suggéré: un processus plus transparent et plus responsable; l'augmentation des ressources pour le renforcement des capacités de la société civile, en particulier des groupes sous-représentés; et des interventions plus équilibrées. Les YOUNGO ont proposé un accès libre aux négociations informelles et la possibilité pour la société civile de faire des contributions en temps opportun lors des sessions.

Au cours du débat qui a suivi, le Bangladesh, au nom du G-77/CHINE, a appuyé l'inclusion accrue de la société civile dans les négociations et a suggéré d'explorer des moyens de renforcer la participation des membres de la société civile des pays en développement. L'AFRIQUE DU SUD a déclaré que les suggestions pour améliorer la participation de la société civile doivent se traduire par une proposition concrète en vue d'un examen approfondi. Le CONSEIL INTERNATIONAL DES

MINES ET METAUX a souligné la nécessité de partenariats et de la collaboration avec les parties prenantes, entre autres, en les impliquant dans la mise en œuvre des mesures. Le représentant des BINGO a parlé de la nécessité de renforcer la participation des parties prenantes des pays en développement, par exemple en renforçant leurs capacités à participer au processus.

Ure, l'animateur, a résumé les débats, en notant que la plupart des orateurs ont renforcé la valeur de la contribution des observateurs au processus, et a souligné la nécessité de renforcer leur participation.

Dans l'après-midi, l'atelier du SBI s'est poursuivi en mettant un accent sur les propositions concrètes. Les questions examinées incluaient la participation en ligne et les leçons apprises de la première Conférence mondiale des peuples sur le changement climatique et les droits de la Terre Mère, y compris l'idée d'un référendum mondial sur le changement climatique.

Les participants ont également examiné la nécessité d'accroître la participation des membres de la société civile des pays en développement et des mouvements de la base; de traiter des barrières linguistiques; d'assurer la continuité et de créer un mécanisme régulier pour les consultations; et de changer les attitudes sur la question de l'ouverture des réunions informelles, et d'améliorer l'interaction avec la société civile.

Les participants ont par ailleurs proposé: de solliciter des commentaires sur le renforcement de mécanismes de consultation avec les groupes d'observateurs; de créer un fonds pour la participation de la société civile; de permettre aux représentants des observateurs d'assister aux réunions du Bureau; d'assurer la participation active des peuples autochtones, notamment en créant des organes et des mécanismes connexes, comme par exemple un organe consultatif sur des questions présentant un intérêt direct pour les peuples autochtones; et de permettre aux représentants de la société civile d'interagir avec les ministres au cours des segments de haut-niveau de la CdP.

Les participants ont également souligné que les technologies de l'information ne peuvent pas remplacer une interaction directe et ont mis l'accent sur l'importance du «lobbying» informel. Ils ont noté que le fonds spécial proposé pour la participation contribuerait à renforcer la participation équilibrée au plan géographique et que des fonds similaires ont été créés avec succès dans d'autres processus. Les participants ont également déploré l'obligation d'enregistrer les actions de la société civile 48 heures à l'avance, en soulignant la nécessité d'un processus pour régler les divergences de vues sur les règles de procédure.

Une webdiffusion de l'atelier est disponible en ligne à: <http://unfccc2.meta-fusion.com/kongresse/110606_SB34/temp/ovw_onDemand.php?id_kongressmain=171>

DIALOGUE DU SBSTA SUR LES ACTIVITÉS DE RECHERCHE PERTINENTES

Le Président du SBSTA, Mama Konaté, (Mali) a ouvert le dialogue du SBSTA sur les activités de recherche pertinentes, notant qu'il fournit une mise à jour des informations scientifiques aux parties et leur permet de communiquer leurs besoins et leurs priorités à la communauté scientifique. Le dialogue englobait des séances sur les récentes découvertes scientifiques, et des activités, ainsi que la communication sur la science du climat et le renforcement de la capacité de recherche.

Sergio Castellari, Italie, a présenté les faits saillants de l'atelier du SBSTA sur le dialogue sur la recherche (FCCC/SBSTA/2011/INF.6), y compris le fait que les émissions actuelles sont à l'extrémité supérieure des scénarios du Quatrième rapport d'évaluation du GIEC (RE4).

Guy Midgley, de Earth System Science Partnership, a indiqué que: les émissions des gaz à effet de serre augmentent à un taux annuel de 5,6% au lieu de 3% comme prévu par le GIEC; les écosystèmes et la biodiversité absorbent la moitié du carbone atmosphérique global; l'efficacité des puits du sol est en déclin d'environ 10%, et l'on prévoit le maintien de cette baisse avec la hausse des températures; le couvert végétal joue un rôle important dans la régulation des vagues de chaleur; et les co-avantages pour la santé de la réduction de la pollution atmosphérique pourrait contrer le coût de l'atténuation dans certains pays

Drew Shindell, du PNUE, a présenté le résumé d'une évaluation sur le carbone noir (CN) et l'ozone troposphérique. Il a parlé de l'examen du CN, du méthane et du dioxyde de carbone, soulignant les avantages pour la santé humaine et la sécurité alimentaire.

Morten Olsen Skovgård, du Programme de surveillance et d'évaluation de l'Arctique, a parlé des tendances actuelles dans les glaces de l'Arctique, la neige et le pergélisol, soulignant que les taux changent plus rapidement que prévu et que la fusion poserait de nouveaux défis politiques tels que le forage off-shore.

Lors d'une présentation sur l'élévation du niveau de la mer et l'élaboration des scénarios, vice-président du GIEC, Jean-Pascal van Ypersele, a souligné les nouvelles informations datant du RE4. A propos des nouvelles caractéristiques du Cinquième rapport d'évaluation du GIEC (RE5), Secrétaire du GIEC, Christ Renata a parlé, entre autres, des nouvelles directives aux auteurs du GIEC sur les incertitudes et les risques, et sur la détection et l'attribution. Elle a également souligné les recherches récentes sur l'acidification des océans et a expliqué que RE5 se penchera sur, entre autres, la géo ingénierie.

Plusieurs parties ont offert des commentaires sur les besoins et les priorités de la recherche. Au sein du SBSTA, la Papouasie-Nouvelle Guinée a parlé du rôle du carbone bleu, et a déclaré que la science sur la mangrove et les puits des marais salants est suffisamment solide pour l'examen des politiques. Notant que les mangroves font déjà partie de REDD+, elle a souligné la nécessité de surveiller l'influence de l'homme et le potentiel de séquestration du carbone des autres écosystèmes. La Papouasie-Nouvelle Guinée a également proposé la tenue d'un atelier sur le carbone bleu, lors de la SBSTA 36.

Dans une communication sur la science, Carlos Fuller de Belize, a souligné le travail effectué sur les leçons apprises ainsi que la contribution des pays en développement lors de l'atelier sur le dialogue sur la recherche, organisé les 2 et 3 juin à Bonn.

Mannava Sivakumar, de l'Organisation météorologique mondiale, a souligné le renforcement de la compréhension des processus décisionnels et l'utilisation de centres et forums mondiaux, régionaux et nationaux.

Ione Anderson, de l'Inter-American Institute for Global Change Research, a présenté une étude de cas sur un réseau de renforcement des capacités au Brésil.

Cynthia Rosenzweig, de Provia, a parlé de l'utilisation des comités locaux pour guider les travaux sur la vulnérabilité, les impacts et l'adaptation, et de la fourniture de cette information aux gouvernements et aux organismes.

Andrew Matthews, du Réseau Asie-Pacifique pour la recherche sur le changement global, a souligné l'importance des connaissances linguistiques et de la formation envisagée en rédaction.

Jon Padgham, du Secrétariat de l'International START, a mis l'accent sur l'adaptation, la sécurité alimentaire, la santé humaine et l'investissement à long terme dans les universités africaines.

GROUPES DE CONTACT ET CONSULTATIONS INFORMELLES

VISION COMMUNE (AWG-LCA): Au cours du groupe informel de la matinée sur une vision commune, l'animatrice a expliqué que dans la décision 1/CP.16 (résultat des travaux de l'AWG-LCA), les parties avaient convenu de travailler sur l'identification d'un objectif global de réductions des émissions et sur un échéancier pour le plafonnement global des émissions des gaz à effet de serre. Elle a en outre indiqué qu'à Bangkok, les parties ont mentionné l'existence des problèmes autres que les deux contenus dans les Accords de Cancun, qui doivent être traités par le groupe. Les parties ont alors été invitées à identifier les autres questions à examiner par le groupe informel.

Les questions identifiées comprennent: la nécessité d'un objectif mondial fondé sur les meilleures connaissances scientifiques disponibles et sur les principes de la Convention, tels que les responsabilités communes mais différenciées; le commerce; l'équité; l'accès équitable au développement durable; la défense des droits de la Terre Mère pour assurer l'harmonie entre l'humanité et la nature; l'application par une cour internationale, de la justice climatique; les migrants; la guerre; un budget du carbone; les objectifs mondiaux pour les finances, la technologie et l'adaptation; une action renforcée sur tous les

éléments du Plan d'action de Bali; la responsabilité historique; une deuxième période d'engagement du Protocole, les droits de survie des pays; et les mesures de riposte.

Certaines parties ont demandé instamment de se concentrer sur les domaines où la convergence peut être réalisée, tandis que d'autres se sont opposées à l'exclusion de toute question proposée par une partie. Certaines parties ont préféré se concentrer uniquement sur les questions identifiées dans la décision 1/CP.16, arguant que les autres questions soulevées par les parties peuvent être traitées après Durban.

L'animatrice produira une liste de toutes les questions avant la prochaine réunion du groupe informel.

NOUVEAUX ENGAGEMENTS DE L'ANNEXE I (AWG-KP): Le Président de l'AWG-KP, Adrian Macey (Nouvelle Zélande), a ouvert la première réunion du groupe de contact sur les nouveaux engagements de l'annexe I. Il a souligné deux groupes de questions soumises à l'examen du groupe: la clarification des conditions et des liens enfoncés par les parties à l'Annexe I par rapport à une deuxième période d'engagement du Protocole de Kyoto, et la conversion de leurs promesses en objectifs quantifiés de limitation et de réduction des émissions (QELRO). Macey, le Président, a expliqué que ces questions pourraient être recadrées dans une discussion de ce qui pourra constituer un ensemble de résultats à Durban.

SAINTE LUCIE, appuyé par la BOLIVIE, le BRESIL, le SÉNÉGAL, LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO, l'ARGENTINE, CUBA, la ZAMBIE et la CHINE, a proposé de prendre note des parties de l'Annexe I qui s'opposent à une deuxième période d'engagement en vertu du Protocole de Kyoto, et de centrer les discussions sur les conditions posées par les parties de l'Annexe I désireuses faire avancer le processus, et de voir si les conditions ont été respectées ou ne peuvent être remplies, avant la prise des décisions politiques. La BOLIVIE a invité à se concentrer sur l'amélioration du niveau de l'ambition.

Le représentant de l'UE a soutenu les discussions sur les éléments d'un ensemble équilibré à Durban. Il a déclaré qu'il serait utile de définir les éléments de l'ensemble, le rôle de la deuxième période d'engagement dans cet ensemble et les contributions que les parties non visées à l'Annexe I apporteront à l'ensemble. La SUISSE a souligné quatre éléments: la compréhension claire de l'utilisation des terres, changement d'affectation des terres et foresterie (UTCATF), les mécanismes du marché et les gaz; la mise en œuvre de l'ensemble de décisions sur le MRV adoptées à Cancun; des engagements clairs, et l'assurance que l'AWG-LCA se dirige vers accord global, complet et équitable.

La NOUVELLE ZÉLANDE a mis l'accent sur les conditions, notamment: la comparabilité et la cohérence avec la piste de négociations de l'AWG-LCA; une structure comptable, et des dispositions pour la réalisation de l'objectif de 2 ° C, incluant tous les grands émetteurs, afin de s'assurer que le public néo-zélandais «adhère» à l'arrangement. Avec la FÉDÉRATION DE RUSSIE et le JAPON, elle s'est opposée à l'exclusion des discussions, de certaines parties.

Le représentant de la NORVEGE a souligné la flexibilité sur le point de savoir si les engagements de son pays sont en vertu du Protocole de Kyoto, dans le cadre d'un résultat équilibré, ou en vertu d'un accord global. Il a souligné l'importance de: l'atténuation et du dispositif de MRV pour les pays développés et les pays en développement; la clarté sur un accord global juridiquement contraignant en vertu de la piste AWG-LCA; du traitement du surplus des unités de quantité attribuée (UQA); et de la clarté dans les règles de l'UTCATF.

La FÉDÉRATION DE RUSSIE a appelé à la formalisation des engagements pris dans l'Accord de Copenhague et réaffirmés à Cancun. Il a également proposé la clarification des règles sur les mécanismes de flexibilité et de l'UTCATF. L'Australie a appuyé la formalisation du statut des engagements sur l'atténuation pris à Cancun et la "systématisation" de la manière dont les engagements sont enregistrés. La représentante du CANADA a souligné que son pays n'a pas l'intention de s'engager pour une deuxième période d'engagement, mais a ajouté que le Protocole de Kyoto comporte de nombreuses leçons utiles, telles que les mécanismes du marché et de l'UTCATF, pour modéliser le régime climatique mondial.

TUVALU a souligné que les discussions en vertu du Protocole de Kyoto ne peuvent pas conduire à des conclusions dans les autres processus. L'ARABIE SAOUDITE a déclaré que les discussions devraient se concentrer sur les questions d'ordre technique.

Dans l'après-midi, Macey, le Président de l'AWG-KP, a demandé aux parties de débattre de la manière de faire avancer les discussions sur les questions contenues dans la proposition révisée du Président (FCCC/KP/AWG/2010/18/Add.1). La vice-présidente de l'AWG-KP, Madeleine Diouf Sarr (Sénégal) a demandé aux parties de voir comment avancer sur les questions portant sur la traduction des promesses en objectifs chiffrés, les UQA excédentaires et le report, et sur l'intégrité environnementale.

SAINTE LUCIE, avec TUVALU, a déclaré que le contexte politique est très important et que cette discussion technique était prématurée.

Le représentant de la SUISSE a souligné la nécessité de traiter les questions techniques et de laisser les questions politiques au niveau politique. Il a déclaré que l'intégration des règles et des objectifs chiffrés devraient permettre la prévisibilité et l'intégrité environnementale.

La NOUVELLE ZÉLANDE a déclaré que le résultat idéal serait un accord global et juridiquement contraignant, impliquant tous les grands émetteurs, mais qu'un arrangement provisoire pourrait être conclu pour la période de transition, qui comprendrait une deuxième période d'engagement au titre du Protocole et un accord parallèle avec d'autres grands émetteurs. La représentante d'Australie a déclaré que son pays espère voir un traité juridiquement contraignant qui formalise les engagements de toutes les grandes économies, et que Durban devrait être une étape vers cette vision. Elle a appelé à la formulation d'un processus pour améliorer le niveau de l'ambition. Le CANADA a mis l'accent sur un accord unique impliquant tous les grands émetteurs, et a déclaré qu'un ensemble équilibré serait basé sur le cadre des accords de Cancun et améliorerait la transparence grâce à un cadre efficace de MRV.

La BOLIVIE a déclaré qu'un niveau d'ambition qui conduirait à une température mondiale de 4 ° C est inacceptable.

À propos du cas de force majeure dans le cadre de l'UTCATF, Diouf Sarr, la vice-présidente de l'AWG-KP, a souligné la nécessité de plus de clarté sur la question. SAINTE LUCIE, avec TUVALU, a exprimé sa préoccupation concernant le traitement des questions techniques sans précisions sur les aspects politiques. La SUISSE a déclaré que son pays soutient la possibilité de ne pas inclure les cas de force majeure dans la comptabilité, et a précisé qu'ils devraient être définis comme événements importants isolés hors du contrôle des parties. Il a noté la nécessité d'une amélioration de la méthodologie sur la force majeure. L'Australie a déclaré que la force majeure est essentielle pour créer des incitations afin d'inclure le secteur foncier.

L'UE, appuyée par la NORVEGE et la SUISSE, a déclaré que l'on ferait une meilleure utilisation du temps des délégués en créant des sous-groupes pour permettre aux experts techniques de débattre des règles tout en poursuivant les discussions politiques. La COLOMBIE, SAINTE LUCIE, TUVALU, la BOLIVIE, l'ARGENTINE et l'ARABIE SAOUDITE se sont opposés à une discussion sur les règles techniques au sein des sous-groupes, avant de clarifier le contexte politique.

Macey, le Président de l'AWG-KP, a indiqué qu'il consultera les parties sur la manière de procéder, en particulier sur la création des sous-groupes, et qu'il fera rapport à la prochaine réunion du groupe de contact.

FINANCE (AWG-LCA): L'animateur a invité les parties à un échange de points de vue sur la portée des discussions et des résultats attendus de Durban. Des vues divergentes ont été exprimées sur le point de savoir si le financement de démarrage rapide et le financement à long terme devraient être débattus à Bonn. Certains se sont opposés à l'ouverture du «paquet de décisions de Cancun.»

Plusieurs parties ont soutenu l'examen du Comité permanent, créé par la Décision 1/CP.16, en vue de sa mise en application par Durban. À propos du Comité de transition pour la conception du Fonds vert pour le climat, plusieurs parties ont appelé à des commentaires sur les progrès accomplis, afin de s'assurer que la conception du Fonds vert pour le climat est conforme aux objectifs de la Convention. L'animateur a proposé de commencer

avec les discussions sur le Comité permanent, pendant qu'il mène les consultations bilatérales sur la manière d'aborder les autres éléments. Une partie s'y est opposée, soutenant que le Comité permanent avait été approuvé dans le cadre d'un ensemble global à Cancun, et s'opposée au débat à Bonn, sur le financement du démarrage rapide et le financement à long terme.

TECHNOLOGIE (AWG-LCA): L'animateur a présenté le rapport (FCCC/AWGLCA/2011/INF.2) de l'atelier des experts sur le mécanisme de la technologie organisé conjointement avec l'AWG-LCA 14 à Bangkok. Il a également présenté une «feuille de route» décrivant les options pour parvenir à un système pleinement opérationnel du Centre et du Réseau des technologies du climat (CRTC) en 2012.

Les Parties ont ensuite examiné les priorités pour les négociations à Bonn et les attentes pour Durban. Plusieurs parties ont suggéré de se focaliser sur un appel aux propositions et aux critères à utiliser pour évaluer et sélectionner l'hôte du Centre des technologies climatiques. Les Parties ont également parlé de la nécessité d'examiner les informations nécessaires pour permettre aux institutions de répondre à l'appel aux propositions, et ont discuté du type d'organisation envisagées pour accueillir le Centre des technologies climatiques, et de la nécessité de considérer l'expérience de l'institution, ainsi que les ressources dont elle dispose.

EXAMEN (AWG-LCA): Dans le groupe informel sur l'examen, les parties ont échangé des vues sur la portée, les principes, les processus, les contributions et la marche à suivre concernant l'examen de l'adéquation de l'objectif global à long terme.

Sur la portée de l'examen, certaines parties ont souligné la nécessité de se concentrer sur l'adéquation de l'objectif global à long terme, tandis que d'autres ont déclaré que la Décision 1/CP.16 demande aux parties d'examiner la mise en œuvre de la Convention et tous les progrès accomplis vers la réalisation de l'objectif global. D'autres ont suggéré que l'examen devrait inclure la considération de l'opportunité de modifier la structure de la Convention, tel que requis par la Décision 1/CP.16 de la CdP appelant à prendre des mesures appropriées sur la base de l'examen. Certaines parties ont mis en garde contre l'adoption d'une portée élargie.

Concernant les principes clés, certaines parties ont souligné la nécessité d'un processus dirigé par les parties, et bon nombre ont soutenu l'intégration des responsabilités communes mais différenciées, de l'équité et de la transparence.

Sur les contributions, les parties ont examiné les sources d'information possibles, et bon nombre ont fait référence, entre autres, au GIEC et aux politiques et actions des pays en matière climatique. D'autres ont suggéré de lancer le processus avant 2013 et la collecte des contributions à travers un mécanisme d'échange.

Plusieurs parties ont proposé une approche graduelle, incluant la collecte et la compilation de l'information, son évaluation, l'élaboration des conclusions et des recommandations, et l'examen des recommandations en 2015

APPROCHES DIVERSES, Y COMPRIS LES MARCHÉS (AWG-LCA): L'animateur a rappelé la Décision 1/CP.16 dans laquelle les parties ont convenu d'examiner à la CdP 17, la mise en place des mécanismes fondés sur le marché et de ceux non-fondés sur le marché, précisant que la principale mission de ce groupe est de débattre de ce que, le cas échéant, la CdP devra mettre en place. Il a déclaré que la première réunion du groupe aura pour objet principal de donner aux parties la possibilité de: mettre en exergue les vues exprimées dans leurs observations sur l'élaboration des mécanismes fondés sur le marché; d'identifier la nature des projets de décision à transmettre à la CdP; d'élaborer les aspects des présentations qui forment une bonne base pour la préparation de projets de décisions; et de proposer des mécanismes spécifiques que l'on pourrait mettre en place.

Certaines parties ont souligné la nécessité de s'accorder sur une deuxième période d'engagement au titre du Protocole de Kyoto avant la mise en place de nouveaux mécanismes de marché. Une partie a suggéré de se focaliser sur les mécanismes non-fondés sur le marché et plusieurs parties ont souligné la nécessité de maintenir un équilibre entre les mécanismes fondés sur le marché et non fondés sur le marché. En ce qui concerne les attentes pour Durban, les parties ont parlé: d'une décision établissant les nouveaux mécanismes de marché; la création de nouveaux mécanismes de marché fondés sur des principes déjà

convenus tels que l'intégrité environnementale; l'élaboration des modalités et procédures, y compris pour les rapports, et l'établissement d'une structure de gouvernance.

Plusieurs parties ont souligné que l'objectif des nouveaux mécanismes serait de compléter et non de remplacer les mécanismes existants tels que le MDP. Un certain nombre de parties ont présenté des exposés sur leurs commentaires sur l'élaboration des mécanismes fondés sur le marché, et toutes les parties ont ensuite lancé un débat sur ces présentations.

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS (AWG-LCA): Dans le groupe informel sur le renforcement des capacités, les parties ont examiné la voie à suivre sur le suivi et l'examen, et les arrangements institutionnels, compte tenu de la nature transversale du renforcement des capacités.

S'agissant des arrangements institutionnels, les parties ont exprimé leur satisfaction du fait que les Accords de Cancun avaient intégré le renforcement des capacités dans de nombreux domaines, mais ont indiqué que cela poserait aussi des défis pour un renforcement de toutes les activités de renforcement des capacités. Certaines parties ont proposé la création d'un nouveau mécanisme institutionnel pour résoudre ce problème, mais d'autres ont exprimé les craintes qu'une telle mesure pourrait faire double emploi et s'avérer inefficace.

À propos du dispositif du MRV, plusieurs pays en développement ont exprimé la crainte que la préparation des rapports ne pose de sérieux défis pour les parties qui ne disposent pas des moyens pour répondre aux normes de présentation des rapports de la CCNUCC. Les retards dans l'exécution des programmes nationaux d'adaptation (PANA) ont été mentionnés en exemple, et les parties ont souligné la nécessité de fournir les ressources pour permettre une préparation efficace des rapports.

Les autres questions abordées comprenaient le rôle du nouveau Comité d'adaptation, les communications nationales et le Fonds vert pour le climat, et l'inefficacité des communications volontaires sur le renforcement des capacités.

DANS LES COULISSES

Mercredi, la frustration semblait croître indéfiniment dans les corridors de Maritim Hotel. Les séances plénières d'ouverture du SBI et du SBSTA sont restées suspendues pour la troisième journée consécutive, alors que les discussions dans l'arrière salle se prolongeaient jusque tard dans la soirée, sur leurs ordres du jour respectifs. Un négociateur chevronné a déclaré: «nous sommes plus coincés que jamais» sur des questions telles que le MRV et les mesures de riposte», persuadé que cette bataille sur les ordres du jour n'aura pas de fin." Hormis ceux qui sont directement impliqués dans ces discussions de l'arrière salle, un certain nombre de délégués ont semblé apathiques et désœuvrés, et un représentant d'une ONG a souhaité "un certain développement, une action, autre chose que ce vide dans lequel nous semblons être bloqués". Tard dans la soirée, certains délégués qui ont participé aux négociations, ont expliqué que le texte ne cesse de s'allonger et que l'on commence à avoir l'impression de débattre du texte et non pas de l'ordre du jour. «Les choses sont hors de contrôle», a déclaré un négociateur avant de retourner dans la salle.

La frustration semblait monter seulement vers le soir, lorsque que les négociations en vertu de l'AWG-KP ont abouti à une impasse sur l'opportunité de poursuivre l'examen de questions politiques seulement, ou de créer aussi des sous-groupes sur les questions d'ordre technique. Certains semblaient satisfaits de ce qu'ils ont considéré comme «tactique de négociation intelligente» de la part des pays en développement, mais ce sentiment n'était pas partagé par tous. "Vu la façon dont les choses évoluent, nous n'accompliront rien de significatif au cours de la première semaine. Après Bangkok et vu ce qui se passe ici, pourquoi perdre du temps et l'argent sur une autre réunion intersessions?", a commenté un négociateur en colère et frustré d'un pays développé. Un autre a déclaré sur un ton de plaisanterie que l'AWG-KP est devenu un sous-groupe de l'AWG-LCA, soulignant que les discussions politiques sont sans intérêt en l'absence dans la salle des États-Unis et des grands émetteurs des pays en développement. Un négociateur expérimenté a opiné que la piste de négociations du Protocole "est confrontée à un nœud gordien, sans un Alexandre le Grand pour le défaire."